



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2018

Le rapport d'orientation budgétaire depuis la loi Notre

Chaque année, dans les deux mois précédant le vote du budget, un débat sur les orientations budgétaires de la ville est inscrit à l'ordre du jour du conseil municipal.

Jusqu'ici, le débat d'orientation budgétaire (DOB) était encadré par la loi selon les dispositions suivantes :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. »

La loi NOTRe, promulguée le 7 août 2015, en a modifié les modalités de présentation. Il est ainsi spécifié, à l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales :

« Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »

Ce rapport, justifié par l'obligation de maîtrise des finances publiques, est présenté par le maire au conseil municipal et **doit désormais comprendre**, en application du décret n°2016-841 du 24 juin 2016 :

- **les orientations budgétaires**, évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement
- **les engagements pluriannuels envisagés**, la présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision de dépense et de recettes
- **des informations relatives à la structure et la gestion de la dette contractée**, et les perspectives pour le projet de budget (profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget)

Ces orientations doivent permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

1-Le contexte de préparation du BP 2018

La loi de finances n°2017-1837 du 30 décembre 2017 et la loi de programmation des finances publiques (PLPFP) dessinent l'ensemble des perspectives liées à la trajectoire des finances publiques pour le présent quinquennat.

Les objectifs affichés par le Gouvernement restent la réduction du déficit public et la croissance du PIB.

Le redressement durable des comptes publics par la baisse de la dépense publique. La trajectoire des finances publiques repose sur une baisse de plus de trois points du poids de la dépense publique dans la richesse nationale à l'horizon 2022, qui doit permettre tout à la fois une diminution d'un point du taux de prélèvements obligatoires, un retour durable du déficit public en deçà du seuil de 3 % du PIB et une maîtrise de la dette à compter de 2019 »

Les hypothèses macroéconomiques retenues :

- Hausse du PIB : 1.7%
- Inflation : 1.1%
- Dette publique : 96.8% du PIB

Principales mesures du projet de la loi de finances et de la loi programmation des finances publiques relatives aux collectivités territoriales.

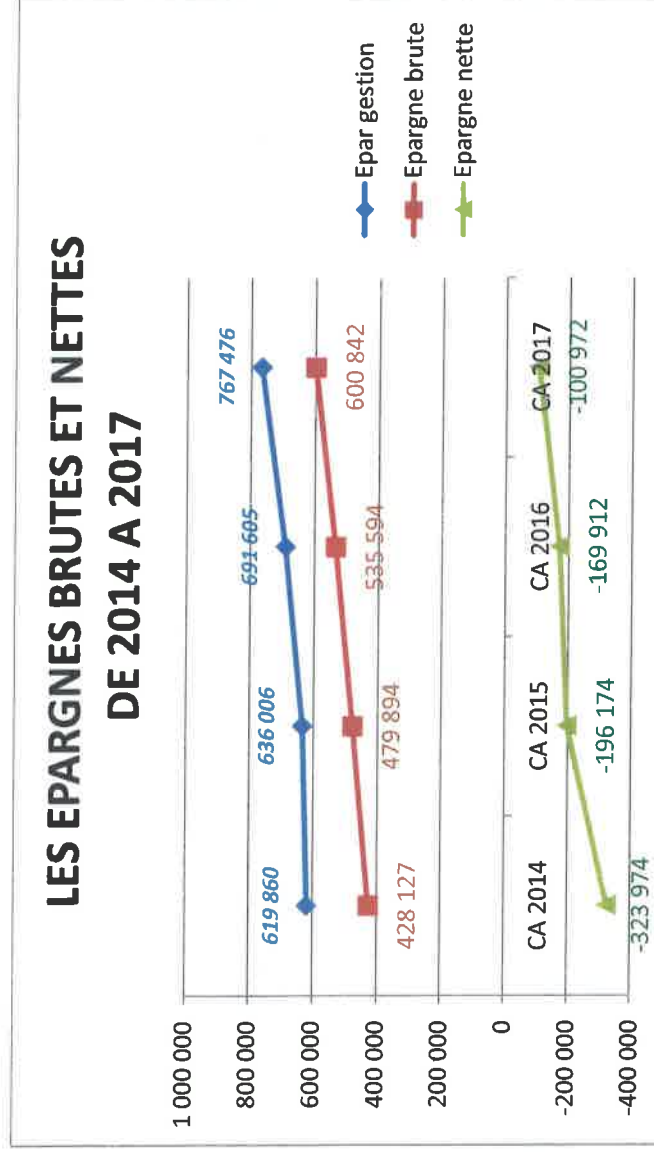
<p>Loi de finances 2018 et loi de programmation des finances publiques 2018-2022</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des dépenses de collectivités territoriales de 13 Mds d’euros d’ici 2022 par rapport à ce qu’aurait été leur évolution tendancielle => limitation de la hausse des dépenses à 1,2%, inflation comprise à périmètre constant (<i>soit, entre 0,1 et 0,2% hors inflation</i>) • Réduction de la dette publique nationale par la baisse de l’endettement des collectivités avec la mise en place d’un ratio d’endettement par strate • Contractualisation entre Etat et collectivités sur la trajectoire financière (obligatoire pour les seules grandes collectivités et sur la base du volontariat pour les autres) • Réforme de la taxe d’habitation par l’instauration d’un dégrèvement partiel et progressif jusqu’en 2020 pour 80% des ménages • Fin de la baisse de la DGF au titre du redressement des comptes publics • Maintien du prélèvement lié à l’écêtement (destiné à la péréquation horizontale) pour les communes dont le potentiel fiscal est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen. • Le FPIC est figé au niveau de l’année 2018 (1 milliard €) pour les années à venir • Réintroduction d’un jour de carence lors de congés maladie pour les personnels du secteur public
--	---

Parallèlement le désengagement de l’Etat continue : réduction des ressources allouées aux collectivités (baisse des emplois aidés par exemple), missions nouvelles sans financement (gestion des PACS), décisions impliquant de nouvelles dépenses (sécurisation des événements).

2- le contexte Saint-Gironnais et les perspectives financières

A ce jour les résultats du compte administratif 2017 ne sont pas arrêtés mais peuvent quand même être utilisés pour faire une analyse précise de la section de fonctionnement tant en dépenses qu'en recettes.

1- Les épargnes brutes et nettes

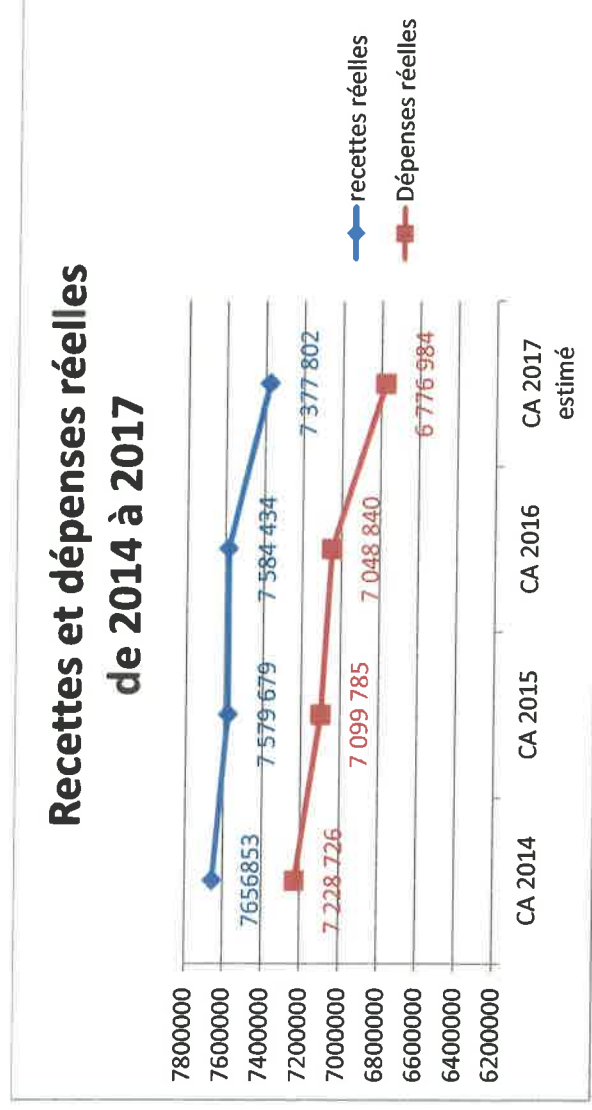


L'épargne brute est égale à la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.
L'épargne de gestion mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

L'épargne nette correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

Après les dégradations très fortes que nous avons connues suite aux pertes cumulées de la fiscalité (taxe professionnelle de la papeterie) et des dotations (contribution au redressement des finances publiques) durant le premier mandat, notre situation financière poursuit son redressement depuis le début du 2ème mandat grâce à la forte maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement qui diminuent plus fortement que les recettes réelles de fonctionnement.

De 2014 à 2017 les dépenses ont diminuées de 6.25% alors que les recettes n'ont diminuées que de 3.64 %. C'est cet écart qui permet le redressement de la situation financière. La collectivité **subit** la diminution de ses recettes et **maîtrise** la diminution de ses dépenses.

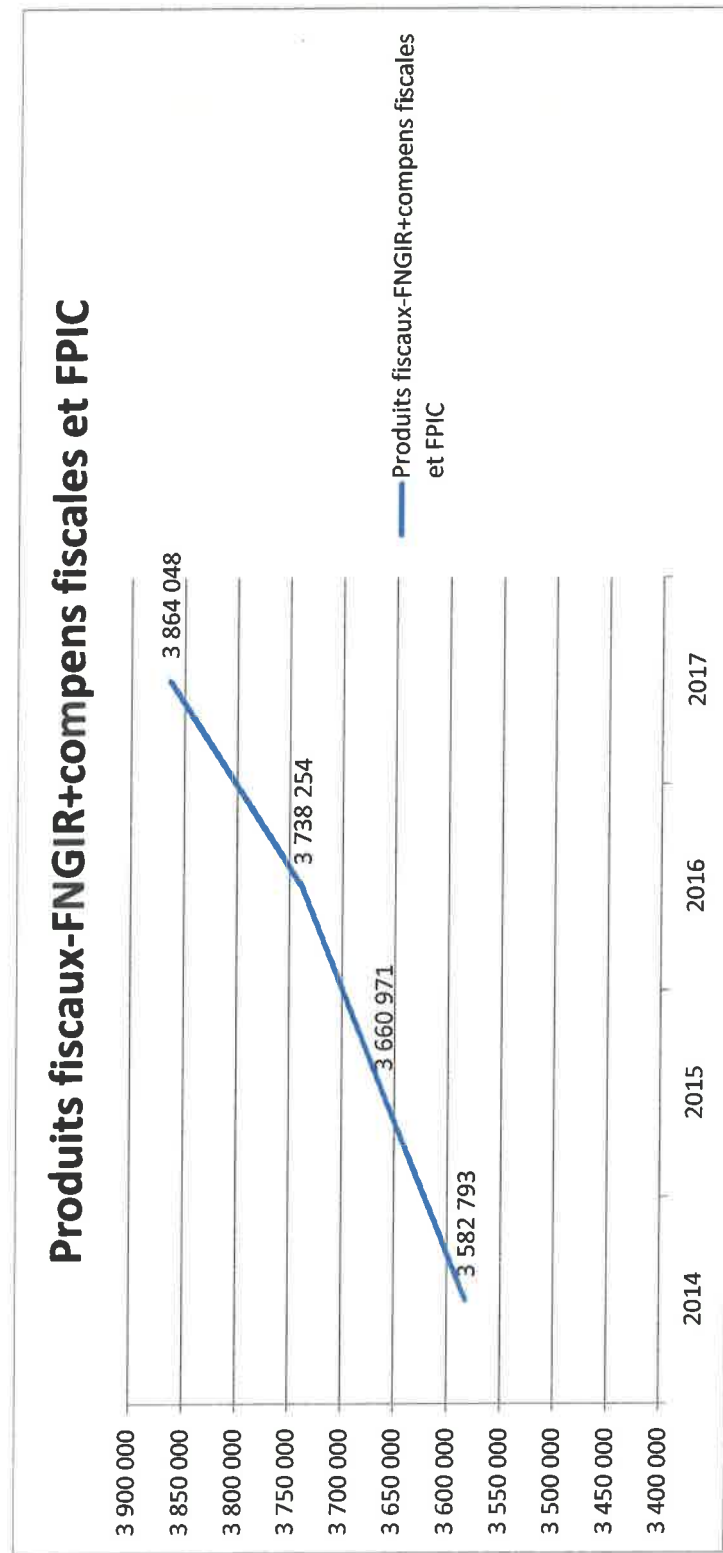


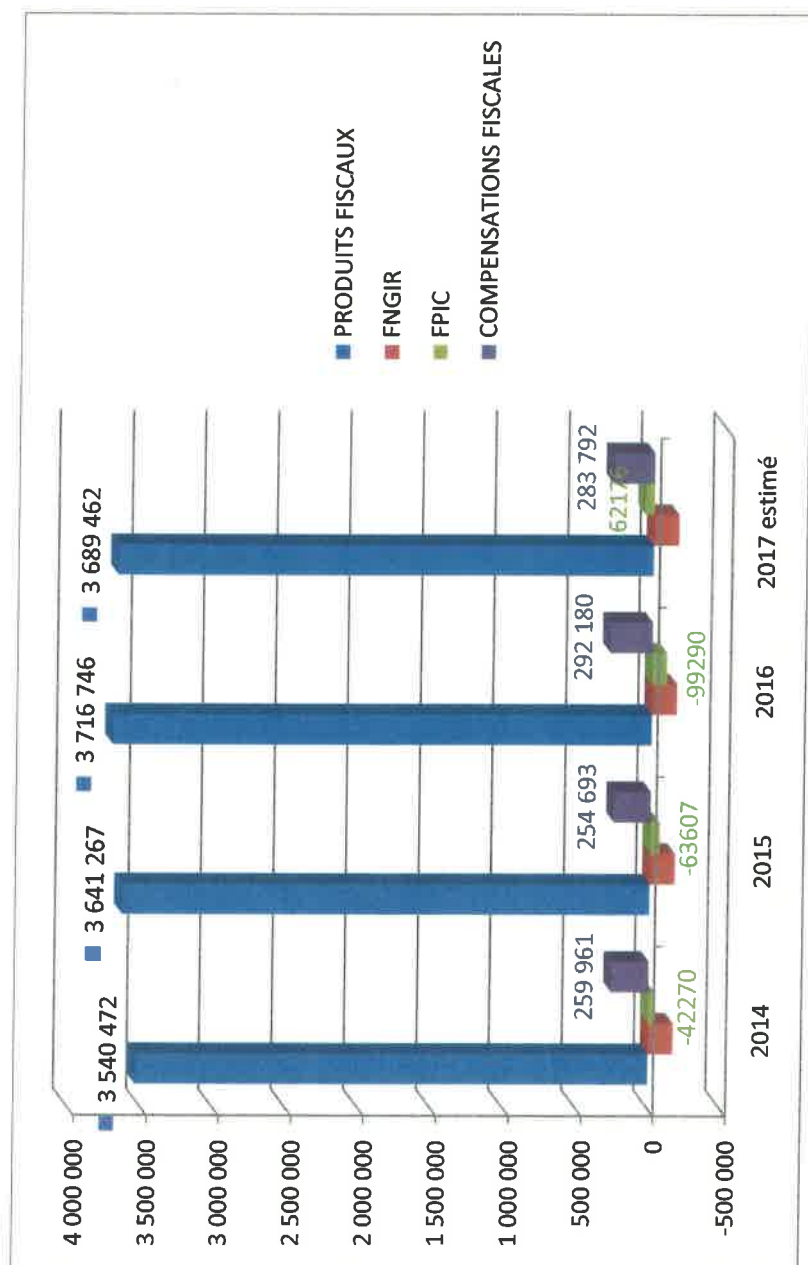
En 2018 la collectivité prévoit la poursuite des efforts engagés qui permettra ainsi de préserver l'essentiel des services offerts à la population St-Gironnaise et la maîtrise durable de l'équilibre du budget.

2- Les recettes de fonctionnement

Les recettes totales de la collectivité seront réalisées à plus de 100.00% au CA 2017, preuve de la sincérité et de la prudence dans la confection budgétaire.

a) La fiscalité directe et la fiscalité reversée





L'ensemble des produits fiscaux 2017 a progressé de 125 794. € soit + 3.3%

Cette progression est uniquement due à l'écart entre la contribution au FPIC de 2016 et l'attribution de 2017. En 2016 St-Girons avait contribué à hauteur de 99 290€ et en 2017 elle a perçu 62 176€.

Les produits des 4 taxes et des compensations fiscales accusent en 2017 une diminution de 35 672.€ qui est la résultante entre une augmentation des bases due à leur revalorisation et la perte de produits engendrée par la diminution des compensations des exonérations de CFE et de TF dont bénéficient les entreprises situées dans le quartier prioritaire de la ville qui s'élève pour 2017 à 77 516.€.

ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

+0% DE FISCALITE

TAUX INCHANGES

Cette décision intervient dans un contexte nouveau, marqué par le début de la mise en œuvre de la réforme de la taxe d'habitation qui verra 80% des foyers fiscaux être exonérés de 30% du montant de leur imposition en 2018.

Ainsi le choix de la municipalité de ne pas augmenter le taux de la taxe d'habitation garantit aux contribuables Saint-Gironnais d'être bénéficiaires de l'intégralité des effets de la réforme.

Pour la ville ce mécanisme de dégrèvement devrait être neutre financièrement, l'Etat se substituant aux contribuables concernés au moins pour 2018.

Contexte nouveau aussi de par le passage en **Fiscalité Professionnelle Unique (FPU)** décidé par la Communauté de Communes Couserans Pyrénées (CCCP) et qui devrait s'avérer à moyen terme pénalisant pour la commune.

Ce régime de fiscalité se traduit ainsi par un transfert de ressources des communes vers la CCCP.

Le principe de neutralité financière s'impose dans le cadre du passage en FPU, les communes et la CCCP conservant le niveau de ressources financières qu'elles avaient avant l'instauration du nouveau système.

Cela s'opérera pour notre ville par le versement d'une **attribution de compensation (AC)** figée dans le temps et ne pouvant être indexée, ce qui privera la ville du bénéfice de la croissance des produits transférés.

L'attribution de compensation « fiscale » sera égale à la somme des produits CFE, CVAE, IFER, TASCOM, TAFNB, dotation de compensation « part salaires (inclue dans la dotation forfaitaire) et à certaines compensations de CFE.

Elle est évaluée à **975 307 €**. Cette attribution sera recalculée lors de chaque transfert de charges de la commune vers la CCCP et l'AC communale sera donc égale à l'AC fiscale (975 307 €) diminuée des charges nettes transférées après délibération des conseils municipaux sur rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

La FPU étant bâtie sur le principe de neutralité pour les citoyens, le pacte fiscal qui en découle va se traduire pour les Saint-gironnais par une progression des taux ménages communautaires et par une diminution des taux ménages de la ville:

- Pour la TH augmentation de 6.45% à 11.64% pour la CCCP et diminution de 16.57% à **11.38%** en 2018 pour la ville en 2018
- Pour le FB augmentation de 6.09% à 11.88 % pour la CCCP et diminution de 19.47 % à **13.68%** en 2018 pour la ville en 2018

Le taux communal pourrait être ajusté chaque année jusqu'en 2020 de telle sorte que le taux consolidé (commune et communauté) serait stable sur toute la période.

Cette diminution de produit des impôts ménages sera compensée par une allocation compensatrice « pacte de neutralisation » d'un montant de **937 186 €** pour 2018 et qui portera l'allocation globale versée de la commune à **1 912 494 €**.

Le fonds de Péréquation des Recettes Intercommunales et Communes (FPIC) restant figé sera inscrit en 2018 à la même hauteur que 2017 soit 62 000.€.

b) La fiscalité indirecte

Pour la commune les produits de fiscalité indirecte proviendront en 2018 de deux sources principales :

- La taxe additionnelle aux droits de mutation qui connaît un faible dynamisme depuis quelques années et pour laquelle la prévision budgétaire sera de 100 000 € (95 449.€ en 2017).
- La taxe locale sur la consommation finale d'électricité prévue à hauteur de 150 000 € comme en 2017.

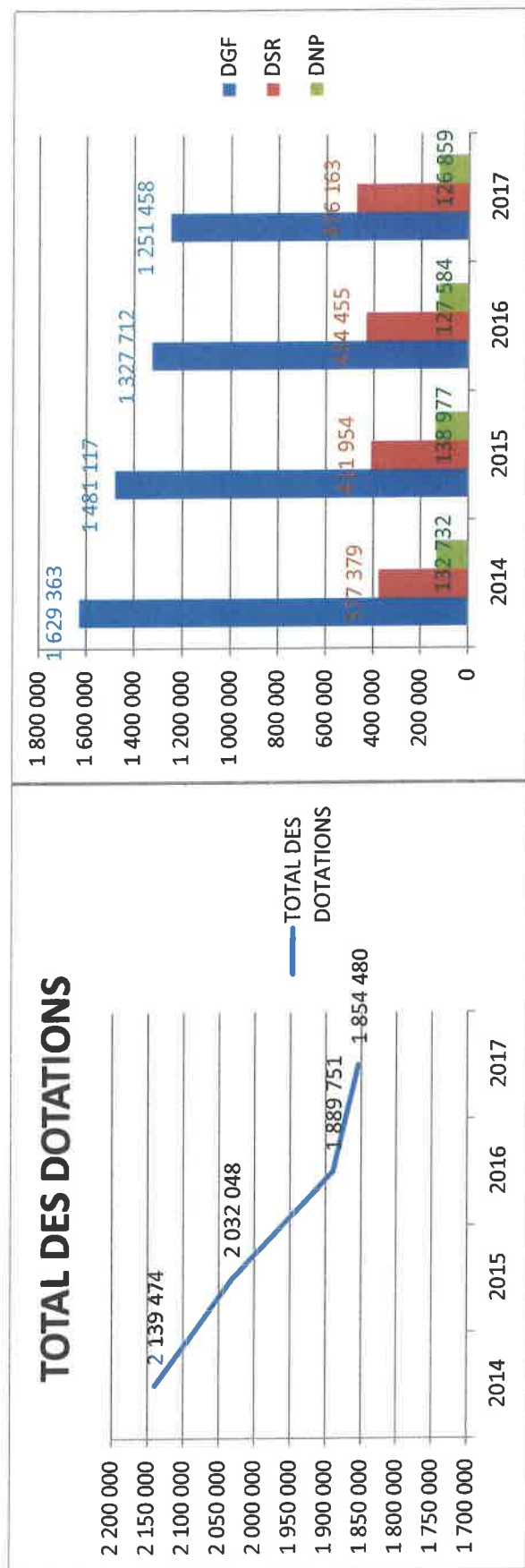
c) Les dotations de l'Etat

La réduction des concours financiers de l'Etat par la contribution au redressement des finances publiques initiée en 2014 s'est poursuivie en 2017. Ainsi en 4 ans la Dotation Forfaitaire a fondu de 23% ,la perte cumulée de recettes est de 377 905.€. Cette perte se rajoutant à d'autres diminutions c'est 440 878 € que la ville aura perdu en recettes de dotations.

Mais comme évoqué en première partie de ce ROB, une des grandes nouveautés de la loi de Finances 2018 par rapport aux textes budgétaires précédents est l'arrêt de la diminution de la dotation forfaitaire par la contribution au redressement des finances publiques. Saint-Girons devrait donc ainsi voir le niveau de ses dotations maintenu voire légèrement augmenté par l'impact de l'augmentation de la population recensée en 2017.

La Dotation de Solidarité Rurale (DSR) a progressé de 41 708 € en 2017 et devrait progresser en 2018.

La Dotation Nationale de Péréquation s'est maintenue en 2017.



d) Les autres recettes

Les recettes issues des produits des services (cinéma et spectacles, services périscolaires) sont en légère diminution par rapport à 2016, dues pour les services périscolaires à une légère diminution du nombre d'élèves dans les écoles.

ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

MAINTIEN DU BOUCLIER SOCIAL

La tarification sociale s'applique à toutes les prestations liées à l'enfance et à l'éducation.

La municipalité entend ainsi préserver l'accès à tous à la restauration scolaire et à la culture.

Cette année encore ces tarifs seront maintenus.

3- Des dépenses de fonctionnement toujours maîtrisées

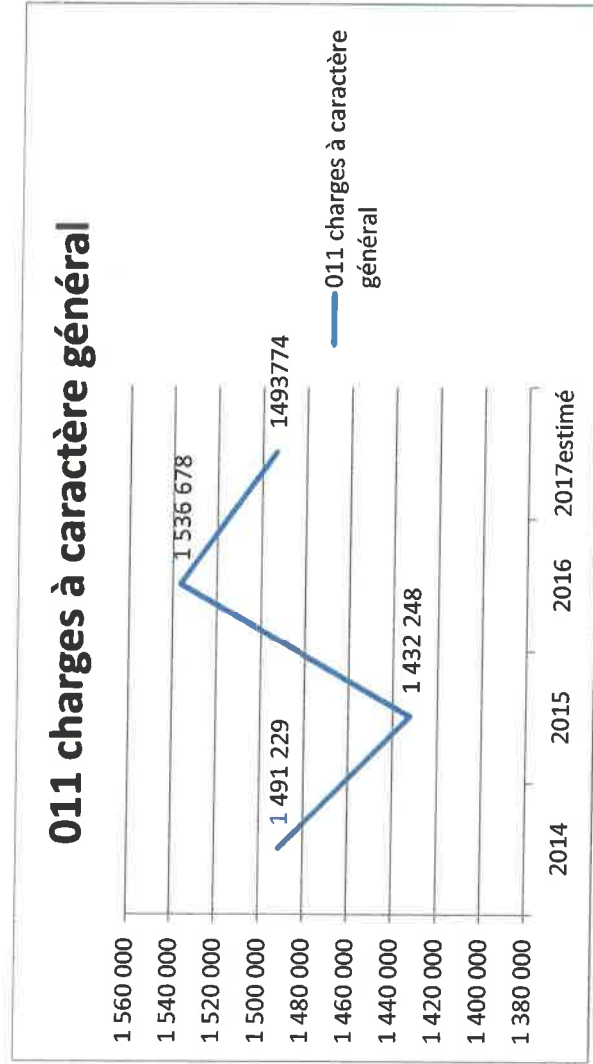
a) Les charges à caractère général

Les charges à caractère général regroupent les achats courants, les services extérieurs et les impôts et taxes.

La rationalisation des moyens est poursuivie tout comme la lutte contre le gaspillage. Il est demandé à tous d'y veiller, aux élus et aux agents.

C'est la continuité de la maîtrise des dépenses : le contrôle et l'examen minutieux de tous les engagements de dépenses produisent les effets d'économie indispensables au maintien de l'équilibre budgétaire.

En 2017 ces charges à caractère général baissent de 2.79 %.



ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

-2% SUR LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Le budget primitif 2018 enregistrera une prévision à la baisse, les crédits ouverts s'élèveront à 1 572 150. €, des économies sur certains postes permettront des dépenses indispensables comme une campagne de point à temps sur les rues de la ville à hauteur de 80 000.€

b) Les charges de personnel

Les charges de personnel représentent le 1^{er} poste de dépenses de fonctionnement du budget de la ville.

En 2017 ces charges se sont élevées à 4 337 552.€.

Comme annoncé dans le DOB 2017 la régression entamée en 2015 s'est poursuivie en 2017 concrétisée par une diminution de 2.40 % soit - 106 646 € par rapport au CA 2015.

Face à la diminution des ressources, la gestion de la masse salariale s'est exercée dans un cadre budgétaire très rigoureux afin de maintenir une tendance à la baisse ou à minima à la stabilisation tout en maintenant le bouclier social pour les agents de la ville par les avancements de grade et la progression du régime indemnitaire.

L'année 2017 a été marquée par la mise en œuvre de la réforme des Parours Professionnels Carrières et Rémunérations (PPCR) de la catégorie A et C. Cela s'est traduit par une revalorisation des grilles indiciaires pour certains cadres d'emploi et par le transfert primes -points.

Le coût du PPCR 2017 est de 39 000.€.

Le GVT année 2017 est de :

- 13 200 € pour les changements d'échelons.
- 6 100. € pour les changements de grades.
- 31 000. € pour l'année pleine 2017 des échelons et grades de 2016.

Enfin le régime indemnitaire des agents a été augmenté de 18 € brut mensuel au 1^{er} juillet 2017 après de nombreuses d'années de stagnation.

9 agents ont quitté la collectivité (retraite, mutation, décès, disponibilité).
2 agents ont été stagiaires.

ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

- 5% SUR LES DEPENSES DE PERSONNEL

Pour 2018 la prévision se situera autour de **4 140 000 €**, soit une diminution de BP à BP de 231 396 €

La baisse des charges de personnel est justifiée par :

- L'impact année pleine des départs en cours d'année 2017 (9 agents).
- L'impact des départs retraite, et mutation (dont 1 agent dans le cadre d'un transfert de compétence), le départ de 6 agents s'échelonnera sur 2018.

Facteurs de hausse habituels:

- Le GVT 2018 (avancements d'échelons et de grades) = 33 000 €
- Le GVT 2017 en année complète sur 2018 = 13 150 €

Facteur de hausse exceptionnel:

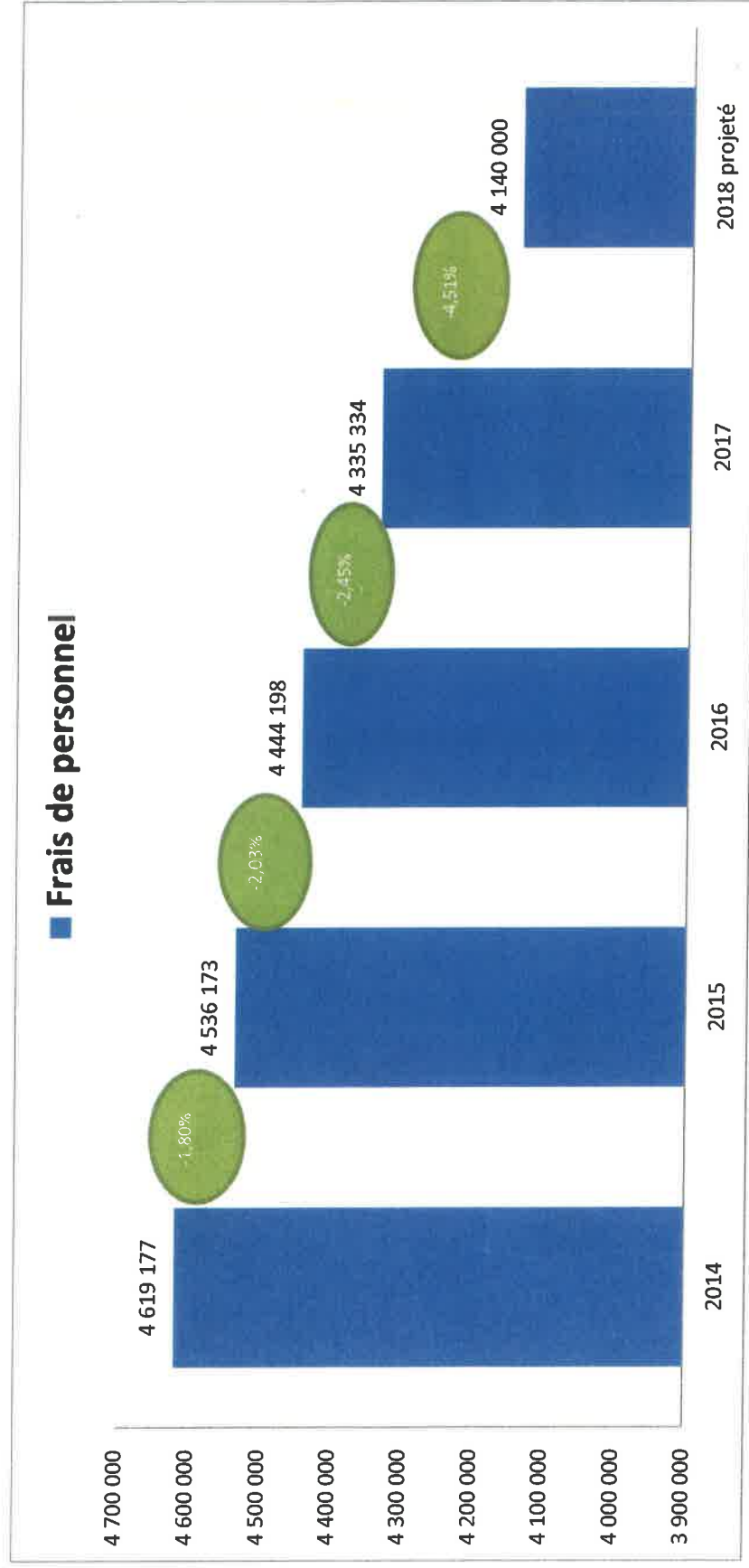
- La mise en application du nouveau régime indemnitaire : le RIFSEEP qui engendrera une augmentation de l'enveloppe.

La collectivité procédera à des recrutements en 2018 :

- 2 agents sont stagiaires au 01/02/2018
- D'autres pourront intervenir en 2018 mais ne sont pas encore déterminés mais sont prévus au budget

A noter que l'année 2018 ne verra pas d'application du PPCR, l'application de ces accords a été décalée d'une année.

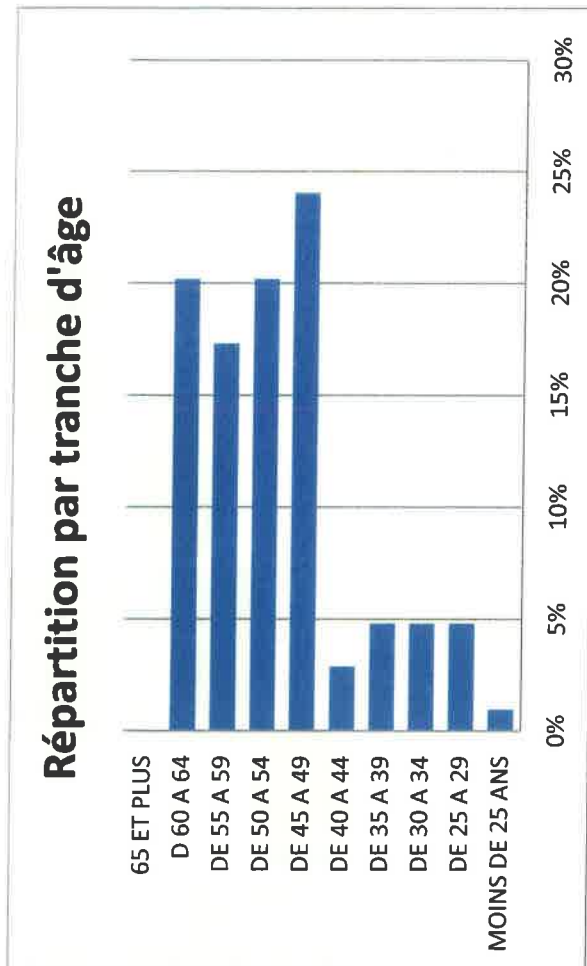
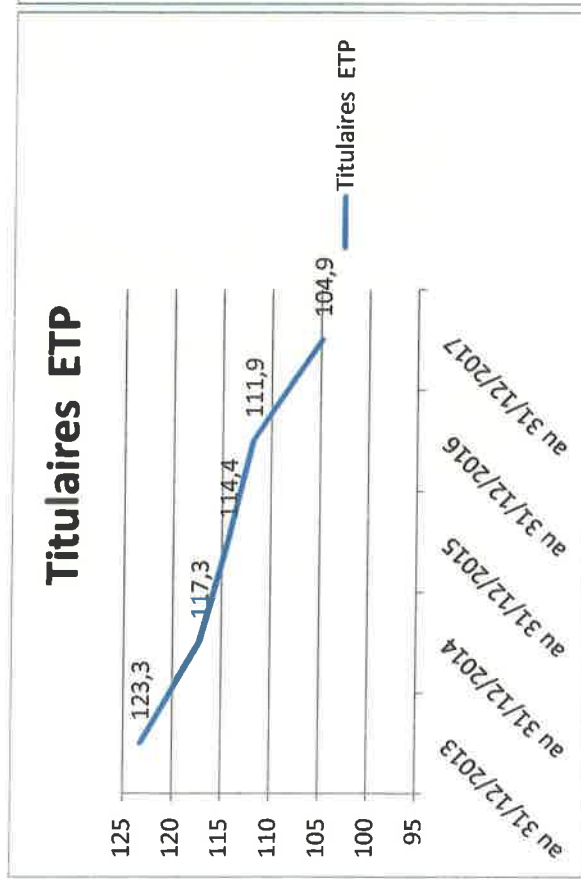
Evolution des charges de personnel (avec estimation 2018)

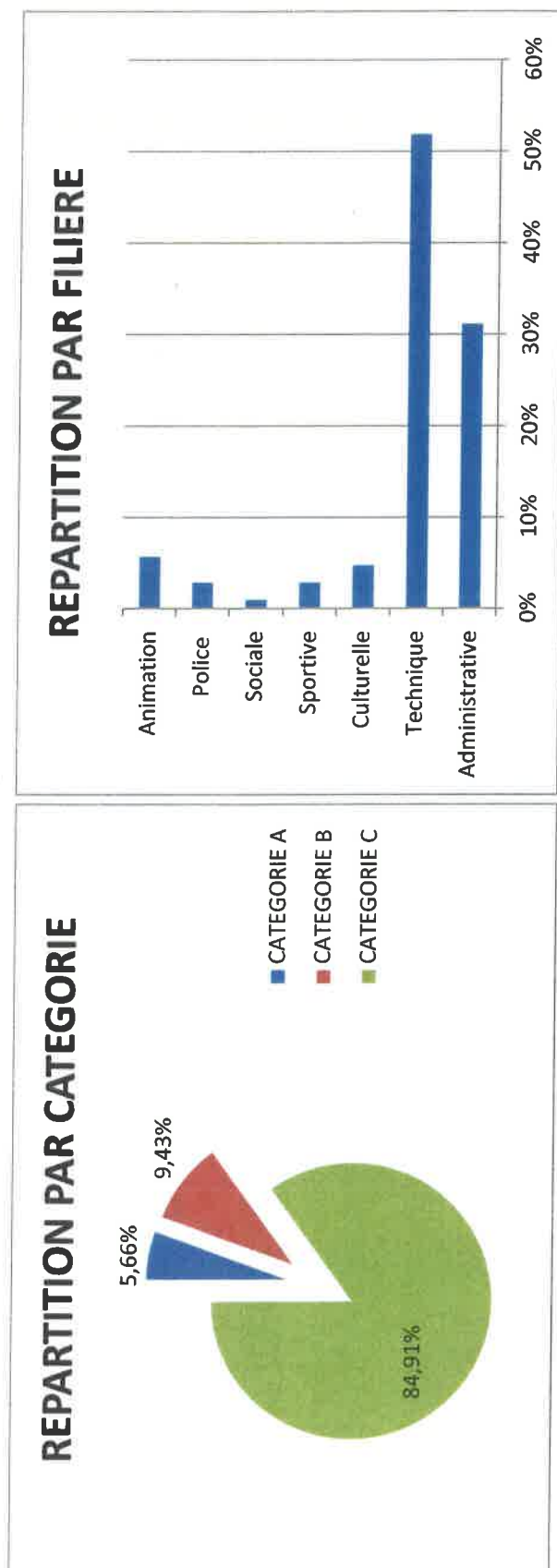


EFFECTIFS TITULAIRES AU 31 DECEMBRE 2017 : 106 AGENTS

CONTRE 113 AGENTS AU 31/12/2016

Evolution des effectifs des personnels titulaires en équivalent temps plein.





c) Les autres charges de gestion courante

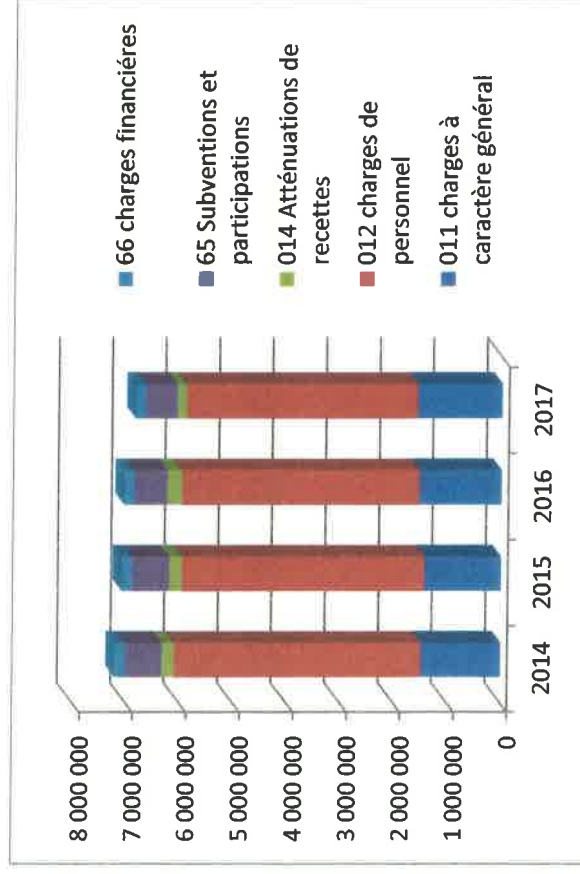
Ce chapitre regroupe les contributions obligatoires, les subventions, les indemnités d'élus.

La ville renouvelle son soutien aux associations et partenaires qui sont des vecteurs indispensables du lien social.

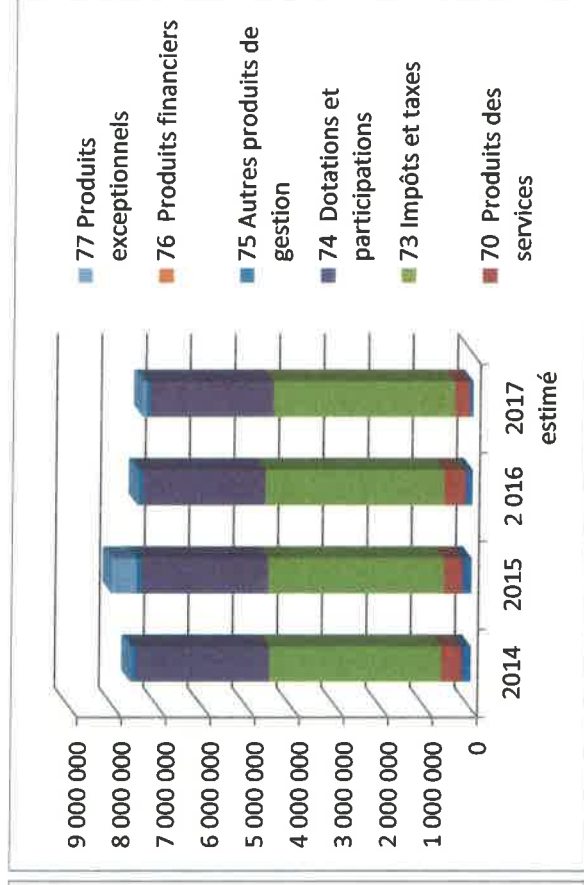
En outre il convient de noter le soutien matériel majeur qu'apporte chaque année la ville à ses partenaires notamment par la mise à disposition du personnel et des locaux.

Les recettes et les dépenses de fonctionnement en synthèse

Evolution dépenses réelles cumulées



Evolution recettes réelles cumulées



Conclusion :

Les orientations proposées pour l'élaboration du budget primitif 2018 et le travail en cours permettent d'envisager une amélioration des épargnes.

Il convient de poursuivre l'effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement pour se donner les moyens de dégager des marges de manœuvre plus importantes afin de tendre vers une amélioration de l'autofinancement net.

LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES EN MATIERE D'EQUIPEMENT COMMUNAL

L'INVESTISSEMENT EN 2017

En 2017 les dépenses d'équipement se sont élevées à environ 964 000 €

L'année 2017 a vu la concrétisation de plusieurs projets très attendus tels que la mise en place d'un sanitaire place des Capots, une tranche de travaux voirie consistant particulièrement à de la rénovation de trottoirs dans divers quartiers et la remise en état de 2 parkings , la deuxième tranche de rénovation de l'hôtel de ville par le remplacement des fenêtres du 1^{er} étage , l'aménagement d'une aire de jeux au quartier de Beauregard , l'acquisition de l'ancien immeuble de la CPAM avec des travaux permettant l'installation de la MSAP , le lancement de l'opération du cheminement de Palètes et la continuité du renouvellement de différents matériels pour les services.

LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ET D'AMENAGEMENTS

Tout en répondant au respect de nos capacités financières les crédits qui y seront affectés, permettront d'agir dans des domaines ou les besoins restent importants.

ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

1 160 000 € 1ERE TRANCHE AMENAGEMENTS CONTRAT DE VILLE

La municipalité souhaite cette année lancer son programme de travaux inscrits dans les actions du contrat de ville ; ces opérations ont pour objectif l'aménagement d'espaces de qualité, la redynamisation du centre-ville, la création de lieux de vie et d'initiatives citoyennes.

- Travaux de l'îlot des Jacobins qui consisteront en l'aménagement de la zone du Quai du Gravier et de l'intérieur de l'îlot par la rénovation des ruelles
- La création de la Maison des Artistes toujours dans l'îlot des Jacobins, en 2018 il sera procédé à l'acquisition de l'immeuble
- L'aménagement de la Maison du Projet et de la Citoyenneté qui sera implantée aux 16 et 18 rue de la République, l'année 2018 verra se réaliser les travaux de démolition et de consolidation.

La réalisation globale de ces opérations sera conditionnée par le taux de subvention obtenu.

ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

470 000 € TRAVAUX « LIAISON DOUCE DU BORD DU SALAT

Toujours dans le quartier des Jacobins seront réalisés cette année les travaux de « liaison douce le long du Salat » dans le cadre de l'opération « territoire à énergie positive pour la croissance verte-TEPCV ». Ces travaux, comme ceux du cheminement de Palétès, bénéficieront d'une subvention de l'Etat à hauteur de 80%.

ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

421 000 € Rénovation de l'hôtel de ville, travaux sur les voies communales, dispositif de vidéo-protection

La rénovation de l'hôtel de ville se poursuivra par le remplacement des fenêtres du 2ème étage et des cages d'escalier.
La construction d'une rampe d'accès pour les personnes à mobilité réduite leur permettra d'accéder à l'hôtel de ville par la porte d'entrée principale.

Le plan de rénovation des trottoirs et d'aménagements de rues et de places se poursuivra par une nouvelle tranche.

Les dépenses d'investissement sont résumées dans le plan pluriannuel présenté dans le tableau ci-après :

LIBELLE	CA 2017	RAR 2017/RCCE 2018	2018	2019	2020
Investissements récurrents (grosses réparations, acquisitions)	149 053	924	239 000	200 000	200 000
Remboursement en capital de la dette	701 814		692 000	699 000	703 000
Subventions d'équipement	16 815		30 000	30 000	30 000
N°18 Rénovation Hôtel de ville	93 455		135 000	30 000	30 000
N° Voirie 2016/2017 2018/ 2019/2020	167 822		196 000	190 000	190 000
N° Aménagement paysager du parc et du parking du château des Vicomtes				100 000	150 000
N°20 Ingénierie revitalisation centre bourg	10 025	129 714	160 000	50 000	50 000
N° Investissements structurants revitalisation centre bourg (îlot des Jacobins ; Maison des Artistes ; Maison du Projet et de la Citoyenneté)			1 160 000	958 000	480 000
N° Aire de jeux	62 367			50 000	
N°24 Sanitaires place des capots	55 729		25 000		
N°22 Immeuble rue Regagnon	259 808	7 197	70 000		
N°23 Système de vidéo protection	4 895	89 975		50 000	
N° Signalétique					50 000
N ° 25 Cheminement Paléto et liaison douce Quai du Gravier: Travaux dans le cadre du "Territoire Energie Positive)	57 372	153 249	470 000		
TOTAL	1 579 155	381 059	3 177 000	2 357 000	1 883 000

Ces équipements seront financés par :

- Le FCTVA au prorata des dépenses d'investissement payées sur chaque année budgétaire
- Les subventions classiques comme la DETR, le FDAL et autres partenariats
- Les subventions de co-financement dans le cadre du contrat de ville pour toutes les opérations structurantes variant de 60% à 80%
- L'emprunt nouveau limité au montant du remboursement du capital

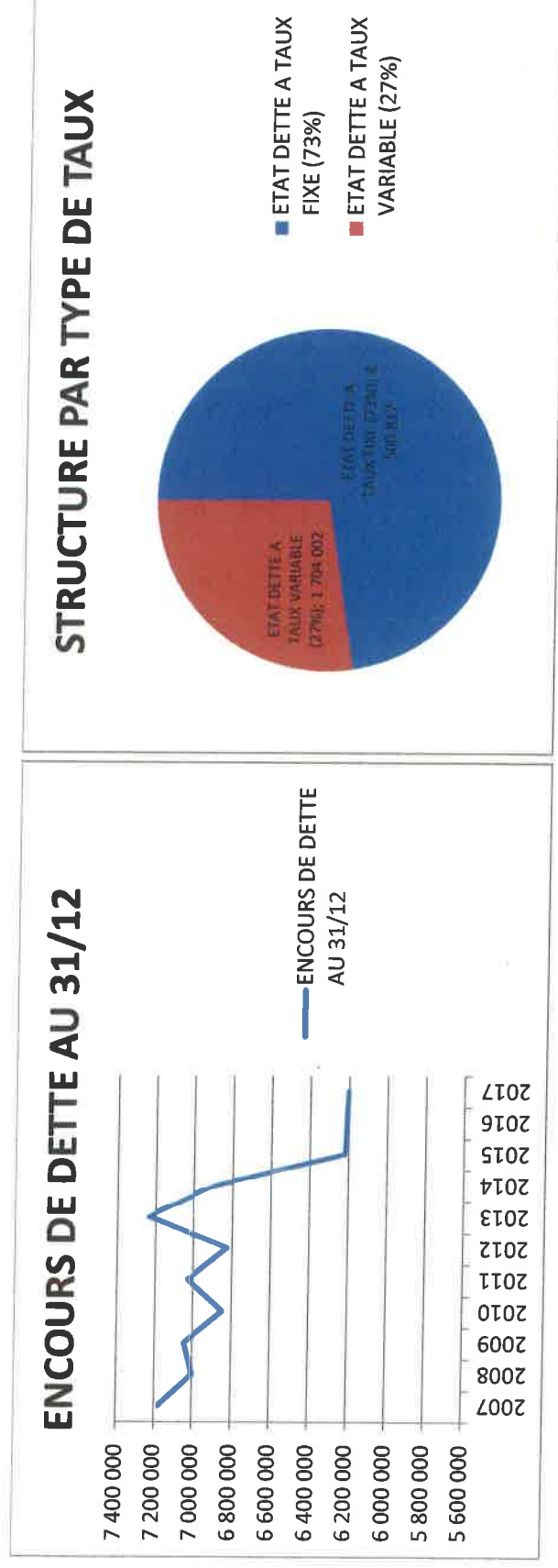
ENCOURS DE DETTE

L'encours de dette, comme la municipalité s'y est engagée, continue à être maîtrisé avec 6 204 819 € au 31/12/2017.

L'encours de la dette par habitant est de 920 € (identique à la moyenne des communes de notre strate).

Notre capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) s'améliore et se situe à 10 années.

100% de l'encours en catégorie A 1 (emprunts ne présentant pas de risques) selon la charte de bonne conduite –charte Gissler.



Le financement des équipements par emprunt sera égal ou légèrement supérieur au remboursement en capital de 2018 afin de maintenir la stabilisation de l'encours.